

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Campagne-de-destabilisation-de-l-Argentine>

# **Campagne de déstabilisation de l'Argentine**

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : lundi 14 juin 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Néstor Kirchner a dénoncé hier une campagne de déstabilisation contre le Gouvernement, et bien qu'il n'ait pas donné de noms précis, il a pointé vers les groupes économiques et les groupes de sécurité bénéficiaires ou gâtés durant la décennie 90.**

"Il y a des gens qui utilisent les vieilles méthodes pour essayer d'opposer le Gouvernement à la société et au peuple, pour tenter d'invalider tout changement. Ils sont aux aguets", a signalé le Président.

Le détonateur de la vindicte présidentielle a été, à cette occasion, l'incendie au centre de signalisation et de contrôle des trains de Constitución. Kirchner avait déjà dénoncé qu'il était "intentionnel" et répondait à la décision du Gouvernement de revoir la concession des services.

"Ils ne nous chasseront pas ni par un attentat, ni par des menaces, loin de là", a renchéri le Président dans le Salón Blanco de la Casa Rosada, où il est arrivé pour présenter avec sa soeur Alicia le bilan de la gestion du ministère de Développement Social.

Les frictions avec les trains remontent à la campagne présidentielle. Lors de ces journées critiques, Kirchner parlait de la possibilité de résilier les concessions et de renationaliser les services. Et déjà il provoquait une résistance. "Nous sommes le bouc émissaire", se plaignait, par exemple, le titulaire de l'époque de Metropolitano, Mario Montoto. La firme que dirige actuellement Sergio Taselli opère les embranchements Saint-Martin, Belgrano Sur et Roche. Ce dernier embranchement est celui qui enregistre les plus grands retards, résultat de ce que le Gouvernement lui même s'est risqué hier à définir comme "un auto-attentat".

Le sujet a motivé l'insistance du Secrétariat aux Transports sur l'alternative de retirer la concession à Metropolitano pour non respect des contrats. C'est pourquoi Kirchner s'attend à d'autres surprises. "Il y a des gens qui s'agitent pour le retour des attitudes, des privilèges, de la concentration. Il va se passer d'autres choses, on va trouver régulièrement des opérations de toute espèce", a-t-il alerté. Dans le paquet, il a inclus les entreprises d'électricité et de gaz, avec lesquelles le Gouvernement a négocié le mois dernier pour éviter une aggravation de la crise énergétique, dans un conflit qui est arrivé à produire des rancoeurs avec le Chili pour l'exportation du gaz. Kirchner a dégagé le rôle de l'État au détriment des privatisées, auxquelles il fait porter la responsabilité par manque d'investissements. Plus encore, dans sa tournée aux États-Unis il a parlé d' " extorsion " et il en est venu à accuser plusieurs entreprises d'être en train de "boucher les puits". Le lendemain, il a déchargé sur Repsol-YPF une grande partie de sa colère. Pour avoir gagné 2,6 milliards de pesos et ne pas avoir réinvesti. Alors, le fantasme des coupures programmées de lumière, une vieille image des temps de Raúl Alfonsín, a affleuré. Le corollaire des négociations a été le système des "récompenses et châtiments" mis en vigueur ce lundi et qui implique une augmentation des tarifs uniquement pour les foyers qui consomment plus d'énergie que l'an passé.

"Nous nous sommes retrouvés tout à coup avec la politique énergétique et nous sommes restés plusieurs jours sur ce sujet. Grâce à Dieu, les petites lampes sont allumées", ironisa Kirchner, sachant que s'il est un lieu où l'on satisfait point par point le plan officiel d'économie d'énergie, c'est bien à la Casa Rosada même. Et ce n'est pas une plaisanterie : il y a des nuits où les couloirs et les bureaux du pouvoir sont de vraies gueules de loup. La troisième cible du Président a été "la main d'oeuvre limogée" de la Police Fédérale. Cela fait moins d'un mois que le Gouvernement a réalisé l'une des plus grandes purges de la Police, laissant à la rue 107 officiers en chef. De la décapitation, seul s'est sauvé son chef, Eduardo Prados. Kirchner avait déjà frappé fort en limogeant Robert Giacomino, soupçonné d'avoir commis des actes de corruption.

A la Casa Rosada, on est convaincu de l'existence d'un réseau, dans lequel s'entremellent des médias, des groupes économiques et des ex-membres de la Police Fédérale, qui agissent de concert pour donner le sentiment d'une plus grande insécurité, un phénomène que les statistiques ne reflètent pas. Ils savent que c'est un sujet sensible pour la société, et à cet égard le cas Blumberg est un excellent exemple. C'est pourquoi Kirchner se soucie particulièrement du fait que la question soit suffisamment élucidée.

Il est clair que le soupçon de mise en marche d'une campagne de déstabilisation ne se borne pas aux privatisées et aux forces de sûreté. Il concerne aussi des militaires retraités et des membres proches du cercle de l'armée, effrayés par la politique des droits humains du kirchnerisme. Le dîner récent dans le cercle des officiers du Régiment de Patricios a sonné l'alarme à la Casa Rosada. Non seulement de par son caractère clandestin, mais aussi de par les illustres convives : Daniel Raimundes, un général en retraite chassé de l'active par Kirchner, l'agent radical Enrique Nosiglia, et le directeur de La Nueva Provincia de Bahía Blanca, Vicente Massot. Durant la dictature militaire, ce journal a parié fortement sur la répression exercée par Emilio Massera.

L'autre jour, Kirchner a lu en personne la liste des noms des 70 invités. Et le même mot qu'hier est sorti de sa bouche : une campagne de déstabilisation.

Página 12, 3 juin 2004

---

### LES DONNÉES CONTREDISENT LA PRETENDUE INSÉCURITÉ

Comment on fabrique un sentiment

Par Horacio Cecchi et Raúl Kollmann

Página 12, du 3 juin 2004

Le ferme soupçon officiel que derrière la prétendue vague de délits dans la Capitale il y a une "agitation des secteurs limogés", comme l'a annoncé en personne le président Néstor Kirchner, n'a pas seulement son corrélat dans les chiffres qui indiquent une diminution des délits dans la Capitale, mais il s'accompagne encore de certains indices. L'indice des délits a baissé, alors que la vague, ou le sentiment qu'elle donne, semble aller en sens contraire. "Aujourd'hui, en moyenne, chaque commissariat enregistre un vol à main armée par jour - a révélé une source gouvernementale -. Le chiffre est inférieur à celui de l'année passée, mais le sentiment perçu est que la ville est assiégée par les délinquants." De fait, la ville a un taux annuel d'homicides en lente diminution, de 4,65 pour 100.000 habitants. Après Santiago et Montevideo, c'est le taux le plus bas d'Amérique latine, et en comparaison des 50,1 de Washington, le chiffre est éloquent. Les données qui circulent au gouvernement national s'accordent sur le fait qu'une douzaine de commissariats environ sont encore en contact avec les limogés. La même source a déclaré : "Le reste, c'est une question d'avoir des contacts bien rôdés avec les médias et de répandre une information exagérée".

Jusqu'à présent, c'est certain, tout n'est que soupçons et il n'existe aucun élément sûr qui puisse servir de preuve. Mais dans les corridors du Gouvernement les soupçons sont nombreux et commencent à se transformer en indices. "Il y a 53 commissariats dans la ville - a confié la source à Página/12-. Chacun enregistre aujourd'hui un vol à main armée par jour. Le chiffre est inférieur à celui des autres années. Mais l'information est donnée par les médias comme s'il s'agissait d'un assaut de type commando."

Selon cette hypothèse, les limogeages à la direction de la Police Fédérale ont provoqué une réaction de certains de ces mêmes limogés, comme Kirchner l'a assuré hier. "Il y a quelques ex-chefs qui continuent de nourrir des contacts bien rôdés avec certains médias - a soutenu le fonctionnaire -, et il n'est pas du tout difficile de décrocher le téléphone pour les informer." Dans le domaine de la Sûreté, il se murmure que sur 53 commissariats, environ une douzaine demeure sous l'influence des ex-gardes du corps. " En ayant un seul policier qui leur réponde dans chacun

de ces 12 commissariats ils peuvent déjà mettre en marche le circuit de l'information." Le sujet n'est pas simple et provoque un peu d'irritation, puisque l'information est l'un des piliers des garanties des droits. Ce que l'on met en question, dans certains secteurs du Gouvernement, c'est la diffusion de données inexistantes ou exagérées. Et ils ont en main des exemples :

La semaine passée, on a été informé d'un viol à Belgrano. Le cas a été décrit en détail par quelques médias. La centrale d'information l'a mis au compte de sources policières anonymes. L'affaire a fini par révéler une réalité différente : une prostituée qui s'est battue avec son client pour de l'argent.

L'attaque de l'Université de Belgrano a été vendue comme un coup de main et diffusée comme telle. Mais une hypothèse très solide pour les enquêteurs est qu'il s'est agi d'une livraison : "Il y avait un seul veilleur de nuit, et en plus de voler l'argent ils ont emporté les quatre vidéos de sécurité", a assuré à ce journal l'un des participants de l'enquête.

"En général, la tendance à la baisse est défendable à partir des chiffres et selon une logique rationnelle et scientifique", a soutenu Claudio Suárez, directeur de la Politique de Sûreté et de Prévention du Délit du gouvernement de Buenos Aires. Ces chiffres montrent que le taux d'homicides dans la ville poursuit une baisse prononcée (celle des vols d'autos aussi). La statistique provient de la Police Fédérale, mais dans ces deux rubriques elle semble fiable, puisque la majorité des cas est dénoncée. Les vols se maintiennent en général à un plateau, avec une légère tendance à la baisse.

Traduction : Philippe Raynaud/hapifil@yahoo.fr